

**Séance ordinaire du
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Gérard CASTRE, Christian DUMONT, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES.

Excusés : Bernard TRAVIER.

**Conventions de partenariat Ville / Association ' Crèche Jardin Sucre d'Orge '
pour le fonctionnement des multi-accueils ' Moussia ', ' La Coccinelle ' et ' Sucre
d'orge '**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil municipal a autorisé la signature des conventions de partenariat passées entre la Ville et les associations gestionnaires des établissements d'accueil du jeune enfant « Sucre d'Orge », « Moussia » et « la Coccinelle ».

Ces conventions, conclues pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018, définissent les modalités du financement municipal (1.85€ par heure facturée) pour le fonctionnement de chaque multi-accueil (M.A.). Ces actions, inscrites au Contrat Enfance Jeunesse 2015 - 2018 permettent à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

Par l'effet d'une fusion-absorption en date du 2 février 2016, les associations « La Coccinelle » et « Moussia » ont été absorbées par l'association « Crèche jardin Sucre d'orge » qui devient donc la nouvelle association gestionnaire des 3 établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- « La Coccinelle », situé 81 rue d'Alco,
- « Moussia », situé 10 Boulevard Berthelot,
- « Sucre d'Orge », situé 27 Boulevard Berthelot.

Fin 2016, la Ville a réalisé un audit pour vérifier la santé financière du M.A. Moussia. Le résultat de cet audit a conduit la Ville à suspendre ses financements aux trois M.A. De son côté, la CAF a également suspendu sa participation. Suite à la démission du Conseil d'Administration, un administrateur a été nommé le 8 novembre 2017 afin de rétablir le bon fonctionnement de l'association et permettre sa reprise. Plusieurs repreneurs sérieux se sont déjà manifestés, laissant envisager un maintien de l'offre d'accueil dans les trois établissements.

Dans cette perspective, afin d'accompagner la démarche de l'administrateur, il conviendrait que la Ville verse sa participation financière, notamment pour permettre le paiement des salaires, la CAF ayant débloqué son financement.

Par ailleurs, la fusion-absorption par l'association « Crèche jardin d'enfants Sucre d'orge » n'ayant pas pu être actée par la Ville, en son temps faute d'en avoir été informée, il convient d'établir de nouvelles conventions de partenariat avec le gestionnaire pour chacun des multi-accueils. Les modalités du financement municipal ainsi que l'ensemble des droits et obligations restent identiques aux conventions précédentes.

Ces nouvelles conventions sont conclues non pas pour la durée totale du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 mais du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018. Afin d'assurer la continuité du financement des actions, ces conventions de partenariat seront prorogées jusqu'à la conclusion du CEJ suivant dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1er janvier 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la fusion-absorption des associations « Multi-accueil Moussia » et « la Coccinelle » par l'association « Crèche jardin Sucre d'orge » ;
- d'approuver les termes des 3 nouvelles conventions ci-jointes et d'imputer les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 926 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 22 décembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat la cocinelle
- Convention de partenariat Moussia
- Convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171221-22432-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/12/17
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.